



Neuvième édition de la Journée Portes Ouvertes régionale sur les résolutions 1325 (2000) et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives au Genre, aux Femmes, aux Jeunes, à la Paix et à la Sécurité

LES FEMMES ET LES JEUNES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET LE SAHEL DEMANDENT UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DANS TOUS LES PROCESSUS DE PRISE DE DECISION

Praia, Cabo-Verde, 26 novembre 2018- Le Président de la République du Cabo Verde, M. Jorge Carlos Fonseca et le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), M. Mohamed Ibn Chambas, ont co-présidé aujourd'hui, 26 novembre 2018, à Praia, au Cabo Verde, la neuvième édition de la Journée Portes Ouvertes régionale sur les résolutions 1325 (2000) et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives au Genre, aux Femmes, aux Jeunes, à la Paix et à la Sécurité.

Plus d'une centaine de femmes et de jeunes leaders d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, y compris ceux et celles du monde rural ainsi que des acteurs des organisations de la société civile, des universitaires, des représentant(e)s d'organisations régionales, et des entités des Nations Unies ont pris part à cette neuvième édition de la journée Portes Ouvertes en présence de la Première Dame du Cabo Verde, Mme Ligia Lobrano Dias ; du Ministre Adjoint au Premier Ministre chargé de l'Intégration Régionale, M. Júlio Herbert, de la Ministre de la Promotion de la Femme et du Genre de la République du Ghana, Mme Morrison Cynthia ; de la Résidente Coordinatrice des Nations Unies, Mme Ana Patricia Garca ; de la Directrice Régionale d'ONU Femmes, Mme Diana Ofwana ; des représentant(e)s des organisations régionales, des

membres du corps diplomatique accrédités au Cabo Verde, ainsi que des partenaires techniques.

L'objectif de l'édition 2018 était de discuter les défis qui handicapent la promotion du rôle des femmes et des jeunes, et d'articuler des stratégies effectives pour une implication encore plus déterminante des femmes et des jeunes dans tous les processus de prise de décision.

Accueillant cette journée Portes Ouvertes dans le Palais Présidentiel, le Président de la République du Cabo Verde, M. Jorge Carlos Fonseca a déclaré que « Le genre, les femmes, les jeunes, la paix et la sécurité » est au cœur du développement et la paix durables ». Il a appelé la nécessité de sensibiliser la société civile et les communautés locales afin de promouvoir une culture de la paix et de la cohésion sociale : "Il ne sera pas possible de trouver des solutions aux problèmes complexes de la paix et de la stabilité en Afrique sans rechercher la participation des jeunes et des femmes, " a-t-il ajouté.

De son côté, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas, a rappelé l'importance d'orienter les actions pour un impact concret : « Nous sommes appelés à soutenir nos actions avec l'appui financier et politique requis, à mettre des moyens plus efficaces, et plus intégrés pour mener une médiation inclusive, pour plus d'espace à la participation des femmes et des jeunes, et à fournir des fonds suffisants aux organisations de femmes et de jeunes, et à une expertise en matière de genre dans la région».

Faisant un état des lieux sur l'implication des femmes de la région dans les processus de décision politique et de médiation, la Directrice régionale d'ONU Femmes, Mme Diana Ofwona a souligné que « 23 ans après l'établissement de l'objectif de 30%, la représentation des femmes n'est qu'à 15% dans les assemblées élues et de 17% dans les gouvernements de notre région. Dans le monde entier, les femmes représentent 23% des parlements, 6% des chefs d'État et 5% des chefs de gouvernement »

Les échanges ont relevé que bien que les femmes et les jeunes en Afrique de l'Ouest et au Sahel soient majoritaires en tant qu'électrices et électeurs dans la plupart des pays, leur participation politique, notamment aux postes de pilotage des partis politiques, électifs ou nominatifs demeure très faible à l'image de bien de pays dans d'autres régions du monde.

Lors de sa présentation l'étude comparative produite cette année par le Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel et dont les principales conclusions et recommandations ont été partagées avec les participant(e)s, la Présidente du Réseau pour la Paix et la Sécurité des Femmes de l'espace CEDEAO, Mme Diago Ndiaye, a relevé que dans les dix pays couverts par l'étude, les femmes et les jeune sont généralement cantonnés aux rôles de mobilisation et d'animation au sein de leur parti.

Plusieurs pays ont adopté une loi instituant la parité ou le quota qui consacre la participation des femmes. Cependant, l'application rigoureuse de ces lois surtout dans un contexte d'absence de dispositions d'application, en plus du caractère non-dissuasif et non-contraignant de ces lois, reste un défi majeur à relever. En effet, la recherche montre que même dans les pays où il existe une loi sur la parité pour les instances électives et semi-électives, le taux de leur présence n'atteint pas 50%. La situation est plus inquiétante dans les instances nominatives, où aucune disposition ne contraint l'exécutif et le législatif à les nommer.

En clôturant cette neuvième édition, le Ministre d'Etat chargé des Sports et des relations avec le Parlement du Cabo Verde, M.Fernando Elisio Freire a renouvelé l'engagement de son pays pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans tous les processus de décision. « Nous sommes déterminés à adopter la loi sur la parité au Cabo Verde, » a -t-il déclaré.

Organisées depuis 2010 par UNOWAS, en partenariat avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le G5 Sahel et l'Union du Fleuve Mano (UFM), les Journées Portes Ouvertes régionale sont un cadre d'échange où les femmes et les jeunes dirigeant(e)s partagent avec les haut responsables de l'ONU et des organisations régionales leurs expériences, leurs inquiétudes et leurs priorités dans le cadre de la mise en œuvre des Résolutions 1325 (2000) et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

###